

En raison des fêtes de fin d'année, les Landes Républicaines suspendent leur parution. Rendez-vous le 9 Janvier 2025 avec le numéro 2490.

La rédaction des Landes Républicaines et la Fédération des Landes du PCF vous souhaitent de belles fêtes, une bonne santé et une année 2025 porteuse d'espoirs pour tous !

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2489 – Jeudi 19 décembre 2024

UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE & UTILE AU QUOTIDIEN 10 AXES D'ACTION

Lors de la conférence nationale qui s'est tenue ce samedi 14 décembre au Conseil National du PCF à Paris, une feuille de route a été votée avec 10 axes d'action.

1. Promouvoir dans toute notre activité les cinq grands identifiants de notre projet communiste pour répondre aux défis du XXI^e siècle :

- Agir pour la paix, la solidarité internationale, l'autodétermination des peuples,
- Révolutionner le travail et la production : sécurisation de l'emploi et de la formation, appropriation sociale des moyens de production, planification écologique,
- Promouvoir les biens communs par le service public,
- Réaliser l'égalité réelle dans une République refondée abolissant les rapports de domination et garantissant au peuple et au salariat des pouvoirs nouveaux,
- Conquérir les moyens financiers et les pouvoirs nécessaires à ces transformations.

Dans ce travail, notre projet de sécurisation de l'emploi et de la formation et notre plan climatEmpreinte2050 sont identifiés comme des atouts à valoriser plus fortement.

2. Faire du développement de notre politique de paix et de solidarité internationale une priorité de l'action du parti :

élaborer un livret programmatique formalisant notre politique de paix, de sécurité collective, de défense et de coopération entre les peuples, qui sera présenté à l'occasion de la journée internationale pour la paix de 2025 ; organiser le déploiement de la campagne commune de l'OLP et du PCF, de solidarité avec le peuple palestinien, avec l'ensemble des fédérations ; organiser une conférence européenne des partis communistes et des membres ou observateurs du PGE et/ou du groupe « The Left » ; face au blocus imposé par l'impérialisme étatsunien, faire un point d'étape sur la campagne de solidarité politique et matérielle avec Cuba pour décider des nouveaux objectifs que nous nous fixons avec les organisations de solidarité, les associations et les syndicats ; approfondir le positionnement du parti sur l'enjeu de l'immigration, des raisons des migrations jusqu'à l'accueil digne des réfugié-es ; développer une politique de solidarité internationale féministe avec l'ensemble des femmes, premières victimes des conflits

et cibles prioritaires des régimes islamistes, comme en Iran et en Afghanistan.

3. Établir un programme de travail de nos directions nationales et départementales sur le projet communiste et les conditions de sa mise en œuvre :

publication d'un calendrier de travail, actualisation nationale de notre projet par la rédaction de livrets thématiques programmatiques, séance thématique régulière du Comité exécutif national et du Conseil national pour échanger sur le travail d'une commission nationale et temps thématiques dédiés au sein des conseils départementaux pour débattre du projet du parti, de son appropriation par les communistes, de son enrichissement par l'action locale ; plusieurs temps sont ainsi programmés en 2025, dès janvier sur l'enjeu de l'immigration ou encore sur l'enjeu du handicap dont notre parti doit se saisir pleinement ; organiser une initiative à l'occasion du 80^e anniversaire de la création de la Sécurité sociale ; organiser des réunions intercommissions régulières ; mieux articuler nos débats et prises de décisions entre le CEN, le CN, les commissions nationales et les fédérations ; renforcer la visibilité des revues qui participent au rayonnement de nos idées et des initiatives organisées par elles et leurs synergies avec les débats dans lesquels intervient le PCF ; relancer les « mardis marxistes », une fois par mois, sur des questions utiles à la prospective des analyses et propositions du PCF ou à leur diffusion, qu'il s'agisse de livrets thématiques, de numéros de revues, etc...

4. Déployer dans la durée notre campagne nationale contre l'austérité, pour l'industrie, les services publics, le développement de l'emploi et la formation :

identification par chaque section d'au moins une entreprise ou un service public pour aller à la rencontre des salarié-es, se mettre en lien avec les syndicats, structurer l'activité locale régulière en direction du lieu identifié ; création de cellules d'entreprises ou mise en réseaux des salarié-es au sein

UNE AMBITION
POUR LE PEUPLE
POUR LA FRANCE
POUR LA PAIX

Feuille de route adoptée
par la conférence nationale du PCF
14 décembre 2024



d'une filière ; adresse spécifique aux lieux de travail à prédominance féminine ; organisation de deux journées nationales d'action et adoption de documents programmatiques sur les deux axes de notre campagne : élaboration d'un plan national de nouvelle industrialisation sociale et écologique à l'horizon 2030, appuyé sur le plan climatEmpreinte2050 et un plan de développement des services publics à la même échéance. Les fédérations seront appuyées dans cette campagne par un suivi et des initiatives de formation sur le fond pour aider à l'animation des débats et faire le lien entre les revendications, les exigences politiques nationales et notre projet.

5. Développer notre dispositif de lutte contre l'extrême-droite : élaboration et actualisation régulière d'outils militants pour dénoncer l'impudence sociale de l'extrême droite et y opposer notre projet ; travail à tous les niveaux avec les forces syndicales et associatives pour faire converger les efforts de nos forces respectives ; faire de la culture, et de son accès à toutes et tous, un moyen de lutter contre l'extrême droite et tous les obscurantismes ; travail spécifique dans le cadre des prochaines échéances électorales pour identifier les possibles victoires de l'extrême droite et la mettre en échec ; renforcement national et local de nos équipes d'Accueil et Sécurité pour garantir le bon déroulement de nos initiatives et leur protection.

6. Renforcer la place de la vie du parti et de la bataille financière dans nos temps de travail nationaux et locaux :

- Travailler à rendre plus visible, lors de toutes nos initiatives, notre proposition d'adhésion et de cotisation, notamment au sein des mouvements sociaux et citoyens, en proposant à toutes celles et ceux qui luttent d'adhérer à notre parti pour donner plus de force à nos combats communs.

- Faire de la création de cellules une priorité de la vie du parti ; pour la création de cellules ou de sections d'entreprises, interentreprises ou interprofessionnelles, le recensement des lieux de travail des adhérent·es est un atout ; poursuivre le développement de réseaux nationaux des communistes de différentes filières professionnelles.

- Développer l'action du secteur Formation pour répondre aux besoins importants identifiés dans le parti, en multipliant les stages nationaux et en enrichissant l'offre actuelle avec de nouvelles initiatives.

Ces formations, qu'elles soient pratiques ou thématiques, pourront être déclinées au niveau national et local, en lien avec les attentes spécifiques des cellules et des sections, afin de renforcer les compétences et l'efficacité des

militant·es. Développer la politique des cadres est également nécessaire avec l'objectif d'une représentation renforcée du monde du travail, d'une féminisation et d'un renouvellement générationnel de nos cadres. Sur ces deux enjeux, des temps de travail spécifiques du Comité exécutif national seront programmés.

- Initier un réseau national des actions de solidarité organisées par les structures locales du parti dans les quartiers populaires afin de mieux promouvoir ces initiatives et les développer dans l'activité de notre parti ; engager un travail collectif avec les fédérations volontaires pour améliorer notre intervention en direction des populations agricoles et rurales.

- Conforter la souveraineté financière des adhérent·es sur leur parti par une bataille constante de la cotisation à 1% minimum des revenus et à son versement mensuel ; organiser davantage de souscriptions populaires auprès de tous celles et ceux que nous voulons rassembler ; amplifier notre travail de maîtrise juridique et de gestion de notre patrimoine pour le mettre au service du déploiement de l'activité communiste ; poursuivre nos efforts de solidarité financière dans tout le parti, en veillant à ce que chaque échelon dispose des moyens nécessaires à l'intervention communiste la plus efficace.

- Développer à tous les niveaux le lien avec les élu·es nationaux·ales et locaux·ales du PCF pour partager les analyses, construire les réponses communes, valoriser les combats menés, les victoires qu'ils parviennent à obtenir, leur reversement d'indemnités.

- Pour avancer sur l'ensemble de ces priorités, organiser des rencontres nationales régulières des secrétaires départementaux·ales et des suivis départementaux·ales qui permettent de réaliser des bilans précis des atouts et obstacles rencontrés et des rencontres locales au sein des fédérations ; mutualiser davantage nos productions de cellules, sections, directions fédérales et nationale ; faire participer le plus grand nombre de communistes possibles à l'activité et à la construction de nos propositions à travers nos commissions nationales et nos structures locales.

7. Développer la communication du parti à tous les niveaux pour élever le niveau de conscience de classe et renforcer notre influence :

renforcer le récit du projet de société que nous portons et la crédibilité des grands identifiants de ce projet communiste ; développer la communication de grande proximité en prise directe avec les attentes de nos concitoyen·nes dans les quartiers populaires, les milieux agricoles et ruraux et les lieux de travail, en articulant réponses aux urgences et ruptures à opérer ; renforcer la vente



La délégation landaise présente à la conférence nationale (de gauche à droite) : Catherine Lapeyre et Alain Baché (section de Mont-de-Marsan), Isabelle Figuières (section de Tyrosse/Soustons) et Jean-Marc Lespade (section du Seignanx), réunie dans la magnifique salle Niemeyer du conseil national à Paris.

militante du journal L'Humanité, de toute la presse communiste et la bataille de l'abonnement partout dans le pays ; renforcer la place des visuels et de la vidéo dans notre communication, notamment sur les réseaux sociaux ; renforcer et rendre plus efficaces nos outils numériques de mobilisation populaire, facilitant le passage à l'action des citoyen·nes qui souhaitent militer à nos côtés ; faire de l'éducation populaire à travers des formats accessibles (vidéos, podcasts, débats locaux, supports thématiques vulgarisés) ; développer encore notre présence médiatique et la diversité de notre représentation (femmes, salariat...) ; organiser des réunions régulières d'une commission nationale de communication avec des camarades en charge de la communication issues du maximum de fédérations.

8. Préparer les élections municipales de 2026 pour renforcer les majorités de gauche et pour de nouvelles conquêtes face au danger de l'extrême droite et des droites réunies. Cela implique de renforcer le nombre de villes et villages à direction communiste, la place du PCF dans les majorités municipales et les oppositions de gauche et d'empêcher la conquête de communes par les droites et l'extrême droite. Nous mènerons campagne au niveau national pour les services publics locaux et les moyens de les financer. Notre calendrier est le suivant : organiser au premier trimestre 2025 des assemblées générales consacrées aux élections municipales dans le maximum de sections ; tenir une réunion des secrétaires départementaux·ales dédiée ; désigner d'ici à juin 2025 les principaux chef·fes de file, candidats et candidates, dans les plus de 450 villes de plus de 20.000 habitant·es et le plus grand nombre de candidats et candidates dans toutes les villes et villages, même les plus petites, avec l'objectif de diversifier notre représentation électorale (féminisation, représentation du monde du travail et de la jeunesse, personnes issues de l'immigration...).

9. Préparer les prochaines élections législatives et la prochaine élection présidentielle.

L'extrême-droite est aux portes du pouvoir. Face aux graves dangers de cette situation, l'apport du PCF est décisif pour la mettre en échec et pour la victoire de la gauche. Notre démarche de rassemblement s'adresse aux travailleurs·euses et à toutes les forces de gauche. Elle doit s'appuyer sur les luttes, la mobilisation des forces syndicales et associatives et dépasser les obstacles au sein de la coalition du Nouveau Front Populaire qui empêchent la gauche d'être majoritaire. Nous voulons démasquer l'imposture sociale du Rassemblement national et nourrir les luttes actuelles d'un projet crédible de changement pour reconquérir les catégories populaires et le monde du travail.

Cela implique de promouvoir auprès des populations et des forces de gauche une autre démarche que les accords législatifs de la Nupes en 2022 et du NFP en 2024.

Nous décidons, dès à présent, pour l'élection présidentielle et les élections législatives, de mettre en débat largement notre projet de société qui s'attaque au coût du capital et place la paix au cœur des relations internationales, ainsi que notre conception du rassemblement pour battre l'extrême droite et faire gagner une gauche populaire, féministe, républicaine et laïque. C'est l'objectif du processus d'États-généraux que nous lançons.

Pour les élections législatives, nous voulons renforcer l'influence du PCF et garantir la constitution d'un groupe de député·es communistes indispensable à la réussite

d'une politique de changement.

Nous décidons d'engager le dialogue nationalement et localement avec les habitants et habitantes de nos circonscriptions, les élu·es locaux·ales et forces vives du pays, syndicales, associatives, citoyennes, sur le projet à la hauteur de leurs attentes.

Pour mener ce dialogue et créer les conditions de candidatures communistes utiles à la victoire de la gauche, nous réunirons au premier semestre les communistes partout en France pour proposer des chef·fes de file dans chaque circonscription du pays, à parité.

Ce processus d'États-généraux et ce travail de terrain des communistes dans toutes les circonscriptions du pays est indispensable tant pour la progression de la gauche aux élections législatives que pour une victoire de la gauche à l'élection présidentielle. L'échéance présidentielle, qui peut être anticipée, est majeure et doit être préparée. Nous avons la légitimité à porter une candidature de rassemblement issue de notre parti. Ce sera aux communistes de prendre souverainement leurs décisions sur la candidature présentée par le PCF.

10. Lancer dans la classe travailleuse et dans la gauche, un processus d'États-généraux pour le peuple, pour la France, pour la paix : organiser à tous les niveaux des débats publics associant les forces du mouvement social, du monde du travail, de la création, de la jeunesse, les mouvements citoyens, les forces de gauche et écologistes du Nouveau front populaire et au-delà ; dans ce cadre prendre nationalement l'initiative de trois grands débats nationaux au premier semestre 2025 : « Travailler, produire : quel projet de transformation sociale, écologique et démocratique ? » ; « Le peuple de France au service de la paix » ; « Citoyen·nes, salarié·es : à la conquête de pouvoirs pour une République sociale et démocratique ». Le premier de ces débats se tiendra dès le printemps. Nous mettrons à disposition des outils militants pour permettre au plus grand nombre de se saisir de ces États-généraux et nous rendrons compte de ces initiatives, de la contribution des participant·es, pour nourrir notre activité. ■

SOUSCRIPTION

La souscription continue !

Nous publions les derniers donateurs :

Alain Baché 100 € ; Bernard Magescas 400 € ; Michel Destenave 100 € ; Kaci Smail 200 € ; Claudine Lavielle 100 € ; Fusilha et Jean-Marc Destenave 400 € ; Anonyme 1000 € ; Jean Lasserre 200 € ; Patrick Man 250 € ; Patrick Campagne 50 € ; Bernadette et Roland Curculosse 200 €. ■

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).

ABONNEMENT 2025 AU JOURNAL « LES LANDES REPUBLICAINES »

Lecteurs de toujours, lecteurs plus récents, vous recevez chaque fin de semaine le journal Les Landes Républicaines.

Ce journal est le lien landais de l'actualité politique, sociale, nationale et locale.

Chaque semaine, la rédaction s'efforce de vous informer pour vous aider à décrypter l'actualité politique et nous vous remercions de votre fidélité.

Nous considérons que notre hebdomadaire **Les Landes Républicaines** est nécessaire et utile au décryptage politique dans le débat politique et social qui existe aujourd'hui.

Comme depuis quelques années maintenant, nous souhaitons amplifier la version numérique de notre hebdomadaire.

Nous souhaitons également gagner de nouveaux lecteurs, alors n'hésitez pas à faire connaître notre hebdomadaire autour de vous, dans vos familles, vos collègues, vos amis.

Pour les lectrices et les lecteurs qui n'auraient pas de mails, nous continuerons à envoyer le journal en version papier, ainsi que pour celles et ceux qui souhaiteraient poursuivre leur abonnement par envoi postal.

Le journal *Les Landes Républicaines* accompagne les luttes, porte les colères contre les inégalités croissantes, répond au matraquage idéologique des dominants, affirme les solidarités et la fraternité.

Pour toutes ces raisons, Les Landes Républicaines doivent vivre !

Réabonnez-vous !

Et nouveaux lecteurs, abonnez-vous ! ■

Attention : une erreur s'est glissée dans les deux derniers numéros.

Suite à une décision du conseil départemental, l'abonnement normal passe de 25 à 30 €.

BULLETIN D'ABONNEMENT 2025 Les Landes Républicaines

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Localité.....

☐

**Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION PAPIER**

☐

**Je souhaite recevoir le journal
EN VERSION NUMERIQUE**

Mon mail.....@.....

☐

Abonnement normal 30 €

☐

**Abonnement de soutien 40 € ; 50 € ;
..... €**

**Landes Républicaines - BP 34
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex.**

**Chèque libellé à l'ordre de
« SARL Les Landes Républicaines ».**

**Abonnement jusqu'au 30 Janvier 2025
A compter de cette date et sans retour de
votre part, l'abonnement aux *Landes*
Républicaines sera supprimé.**

Gnacs et Chacailles

CUMCUM PENA DU FRIC

Cum-Cum-Mania/ Cum-cum mania...Quand arrive l'été on fait la fiesta/ La pena Cum Cum et la banda/ Vont nous entraîner dans la bodega... Extrait du single «Cum-cum mania» sorti en 2002 par Félicien (né Félicien Taris le 15/05/1983 à Orthez) concurrent de l'émission de télé réalité Loft Story en 2002. Lors de l'examen au Sénat du projet de loi de finances pour l'année 2025 le 29/11/2024, le gouvernement a tenté de torpiller un amendement spécifiquement conçu pour mettre un terme à une pratique frauduleuse permettant aux actionnaires étrangers d'entreprises françaises de contourner l'impôt sur les dividendes. Le tour de passe-passe consiste à transférer momentanément la propriété des actions boursières à des acteurs financiers exonérés d'impôt (banques françaises, fonds de pension canadiens, etc.) avant le versement des dividendes, dans le but d'échapper à la retenue fiscale qui leur est applicable. Il fait perdre chaque année des milliards d'euros à la France, comme l'a révélé l'enquête européenne des «CumEx Files», publiée en 2018 par Le Monde et 18 médias européens. Longtemps ignoré des autorités, le sujet a pris de l'ampleur ces dernières années, à tel point que l'administration fiscale a lancé une série de redressements visant de grandes banques impliquées dans de tels montages (Société générale, BNP Paribas, Natixis, HSBC, Crédit agricole, etc.) et le Parquet National Financier a ouvert fin 2021 des enquêtes pénales pour blanchiment de fraude fiscale aggravée. Les débats sur le projet de loi de finances à l'Assemblée Nationale étaient l'occasion de légiférer sur ce que les banques appellent «arbitrage de dividendes». Le besoin de justice fiscale, évoqué par l'ex premier ministre Barnier à son arrivée à Matignon en septembre, est réclamé par une partie de l'opinion publique. Les amendements sur le «CumCum» ne coûteraient pas un centime aux contribuables français, la taxe étant due par les investisseurs étrangers. Tout semblait converger pour l'adoption d'un dispositif mettant fin à cette pratique abusive, six ans après sa révélation. Mais lors des discussions en séance, le ministre chargé du budget et des comptes publics a refusé de les soutenir. Il serait possible d'introduire dans la loi une clause de «bénéficiaire effectif». L'actionnaire étranger, véritable propriétaire des actions, serait identifié comme tel et donc taxé, plutôt que d'être dissimulé par la banque, propriétaire éphémère et fictif de ces actions. Lors des débats au Sénat, plusieurs élus, dont la centriste Nathalie Goulet (Orne), ont déposé des amendements pour introduire cette notion dans le code général des impôts. Le rapporteur général du budget, Jean-François Husson (Meurthe-et-Moselle, L.R.), a présenté cette idée «qui permettra à la justice de faire son travail» en renforçant la position juridique du fisc. Le ministre chargé du budget a déposé un sous-amendement visant à détricoter le texte des sénateurs. La notion de bénéficiaire effectif est la façon la plus simple et efficace de combattre cette fraude, estime Florence Deboissy, professeure de droit privé à l'université de Bordeaux, membre de la commission des infractions fiscales et du conseil d'évaluation des fraudes. L'amendement du gouvernement ne vise pas à mettre fin aux montages «CumCum», la Fédération bancaire française (FBF), principal lobby bancaire dans l'Hexagone faisant le siège du Parlement, en prétendant que le «CumCum» ne procéderait pas d'une intention illégale et que toute tentative de le réguler entraverait les activités des banques, affaiblissant la place financière parisienne au profit de la City de Londres. La justicia fiscalia passa mau per aqueths (La justice fiscale passe mal pour ceux-là) ■

Roger La Mougne